

La démocratie burundaise est en danger

@rb News, 17/06/2010 La situation qui prévaut actuellement au Burundi dégage des signes annonciateurs d'une crise politico-sociale qui risque de replonger le pays dans le chaos. Tous les ingrédients sont réunis. Rema FM joue tellement le rôle de lynchage médiatique des acteurs politiques de l'opposition qu'on croirait même Radio RTLM au Rwanda la virulence de la haine des milices les Imbonerakure dirigées par Ezéchiel Nibigira envers tout ce qui n'est pas du CND FDD se rapproche de plus en plus à la situation du Rwanda au début des années 90. Ajoutez cela à la fragilité du Burundi présentement, le danger est tangible. Le pas franchi au niveau de la sécurité et de la démocratie risque de connaître un revers, si rien n'est fait. Remarquez qu'au delà de toute exagération, je choisis bien mes mots. Certes on n'est pas exactement là "pas encore du moins pour le moment" mais faudrait-il qu'on y soit pour que les dirigeants mettent leurs intérêts personnels de côté pour l'intérêt national - et surtout adopter une approche proactive vis-à-vis aux tensions sérieuses et évidentes qui existent aujourd'hui entre le régime Nkurunziza et la CENI d'un côté et l'autre côté l'opposition sous la bannière d'ADC-Ikibiri ? Le rôle de la Communauté Internationale, d'autre part au Burundi, doit-il toujours être de comparer au lieu de prévenir ? À la vitesse où vont les choses, le risque de guérir à défaut d'avoir prévu est réel. Pourvu que personne ne dise qu'elle n'a pas su ! Pour une deuxième journée de Rwanda Agathon, leader des FNL aurait connu des assauts continus menés par le pouvoir Nkurunziza. Le manœuvre est classique et c'est du déjà-vu. D'abord des grenades qui sont lancées à « avec précautions » et quelques jours du parti au pouvoir qui sont soigneusement incendiés à tout ça pour comparer le terrain - puis le ministre de l'Intérieur devance les enquêtes en violation flagrante de la notion de la présomption de l'innocence jusqu'à preuve du contraire annonce le coupable : l'opposition. On dirait ces films hollywoodiens des cow-boys ou le suspect est d'abord pendu et les faits sont établis par après. La Police et les Services Nationaux de Renseignements n'ont pas tardé de réagir. Des armes à feu dont des fusils et roquettes contre des civils paisibles et non armés ont été utilisées. On fait état d'un mort et 15 grièvement blessés. Devant l'attitude permissive de la Communauté Internationale, le CNDD-FDD en concertation avec la CENI est déterminé à transformer le Burundi en une dictature. À qui dit démocratie dit pluralité d'idéologies une démocratie toute action ou confrontation politique doit obligatoirement se faire entre ces opinions et non pas contre des individus physiques comme ce fut le cas pour Ndayizeye, Kadege, Sinduhije, Radjabu etc. Le jeu que joue le régime Nkurunziza est périlleux à il n'y a pas de qualificatifs plus doux pour décrire le comportement franchement irresponsable qui donne le pouvoir en place aujourd'hui à vous remarquez que je ne cesse toujours mes mots. Le Burundi engorge plus d'une quarantaine de partis politiques. Presque une trentaine (avec des indépendants) seraient inscrits pour participer au processus électoral. Il y avait 17 candidatures annoncées pour les présidentielles parmi lesquels 6 candidats qui avaient déjà complété leurs dossiers. C'est alors outrageux pour la CENI d'espérer à haute voix que dans une trêve active (bien que jeune) comme la nôtre, le terrain politique peut être réservé au seul pouvoir en place. Tenez bien, même si le parti de Jérôme Ngendakumana n'a pas gagné, soit par manque de popularité ou soit par manque des moyens pour truquer les résultats, la CENI employant le retrait de l'opposition comme prétexte, défie toute logique démocratique et promet d'octroyer à aussi la victoire au CNDD-FDD, pourtant vaincu - un acte qui viole incontestablement le choix du peuple. Incroyable mais vrai, on voit graduellement l'organe en charge d'organiser les élections substituer la Constitution de la République et la volonté populaire par sa propre volonté. Pourtant ils ont été embauchés pour résoudre les antagonismes électoraux et non pas en créer d'avantage. La guerre est terminée c'est vrai - mais la stabilité de ce pays est une fragilité dangereusement importante. Des milliers d'anciens rebelles des Forces Nationales de Libération viennent à peine de réintégrer la vie civile sont principalement ciblés par le pouvoir. A ceci y ajouter des armes à feu qui circulent dans la population et un gouvernement autoritaire qui a déjà amplement prouvé sa capacité de tout mettre en œuvre, il ne resterait que l'effacement d'un clencheur. Le parti de Jérôme Ngendakumana espère qu'en éliminant le monopartisme peut être installé au plaisir du CNDD-FDD. Je parie que cette entreprise est vouée à l'échec en partant du dialogue, seul le dialogue peut résoudre la crise actuelle. Des élections organisées par la CENI (sur le banc des accusés pour partialité), des élections surveillées par seuls les mandataires politiques du régime Nkurunziza (sur le banc des accusés pour fraudes) souilleront toute forme de légitimité politique et du caractère démocratique de tout résultat qui en découlera. En résumé, tôt ou tard, tout sera à refaire. Mais entre temps, le rêve de la démocratie et du Burundi enfin paisible s'enfoncent. Pourvu que personne ne dise qu'elle n'a pas su ! L'espoir est tout ce qu'on en gardera. Vincent Nsengiyumva